

Regard sur la coopération entre le Cameroun et les institutions financières africaines

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire
Président du Think Tank CEIDES

Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine Institut Catholique de Paris

&

Madame Marilyn NGAMBO TCHOFO, Coordonnateur du Pool Actualités
Cameroon Business Today

03 juin 2020

- 1) Le Cameroun collabore avec plusieurs institutions financières continentales à l'instar de la BAD, du NEPAD et d'Afreximbank. De quel poids pèsent ces institutions dans le développement du pays, en termes de projets et de réalisations ?

Je dois d'abord rappeler que le Cameroun est l'un des pays d'Afrique subsaharienne les moins dépendants de l'aide extérieure et que les stratégies d'intervention des partenaires au développement ici au Cameroun sont généralement alignées sur les priorités nationales du Gouvernement déclinées dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Par ailleurs, chacun des partenaires a également ses priorités opérationnelles. Pour la BAD par exemple, elles sont au nombre de cinq : éclairer l'Afrique et lui fournir l'électricité ; nourrir l'Afrique ; intégrer l'Afrique ; industrialiser l'Afrique et améliorer la qualité de vie des africains ; et reposent sur les deux piliers suivants : renforcer les infrastructures pour une croissance inclusive et durable et renforcer la gouvernance sectorielle pour l'efficacité et la pérennité des investissements structurants. Ainsi, la BAD est un partenaire stratégique de premier plan pour le Cameroun au regard de l'importance de son portefeuille et de la concentration de ses projets dans les secteurs structurants pour l'économie camerounaise comme l'agriculture, les transports/TIC, l'énergie, le secteur privé et la gouvernance. La décision d'installer la Direction générale pour l'Afrique centrale de la BAD à Yaoundé ainsi que les visites régulières du Président et des hauts dirigeants de la BAD sont des signaux éloquentes de la vitalité de la coopération BAD/Cameroun. Le statut financier du Cameroun a été rehaussé par la BAD en juillet 2014. Son classement comme « Pays mixte » a fait croître significativement les financements de la BAD qui sont passés de 619,44 millions d'Unité de compte (UC) en 2014 à près de 1 121,06 millions d'UC au 31 mai 2018. Il faut ajouter à ces ressources celles provenant du guichet concessionnel du Fonds africain de développement (FAD), celles des fonds fiduciaires gérés par la Banque, de l'enveloppe régionale dédiées aux projets multinationaux du guichet FAD et celles du guichet du secteur privé. Ce dernier a été déterminant pour le montage financier du projet hydro-électrique de Nachtigal d'une puissance de 420 mégawatts dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Pour ce qui est d'AFREXIMBANK, il faut rappeler que c'est aussi une émanation de la BAD créée en 1993 avec pour objectif de financer prioritairement le commerce et les infrastructures liées au commerce. AFREXIMBANK a également choisi le Cameroun comme pays pivot de sa stratégie pour l'Afrique centrale en raison de ce que notre pays, qui va abriter le Bureau régional de la Banque, représente près de 50% du poids économique de la CEMAC et compte un nombre important de PME (95% de son tissu d'entreprises). Sur le marché camerounais, AFREXIMBANK va axer ses interventions dans le domaine de la facilitation d'affaires, du conseil et du financement via une banque commerciale ou via l'African Guarantee Fund.

S'agissant du NEPAD qui a évolué et est désormais l'Agence de développement de l'UA, ses interventions au Cameroun ces dernières années ont concerné l'élaboration d'un cadre politique de gestion intégrée de la zone côtière, du renforcement des capacités en matière de protection et conservation de l'environnement, en matière de création des coopératives, de bonnes pratiques agricoles en vue de l'adaptation aux changements climatiques. Elles ont également concerné le genre à travers des projets

visant l'autonomisation économique et financière des femmes. Notre pays fait partie de ceux qui sont comptés dans la boucle de l'Initiative présidentielle des champions des infrastructures pour ce qui est du projet rail-route Dakar/N'Djamena/Djibouti et de la levée des goulots d'étranglement politique pour le développement du haut débit et de la fibre optique. En somme bien que le Cameroun compte d'abord sur ses capacités endogènes pour construire son développement, nous avons pu relever que la BAD, AFREXIMBANK et le NEPAD lui apportent à travers différents mécanismes d'intervention, programmes, projets et initiatives des concours qui sont remarquables et appréciés.

- 2) Alors que vient de se célébrer la journée mondiale de l'Afrique, quel rôle jouent ces institutions africaines dans le renforcement de l'intégration régionale et des échanges commerciaux ?

L'Acte Constitutif de l'Union Africaine, et avant lui, la Charte de l'OUA définissent l'intégration régionale comme un des grands idéaux de l'unité africaine. Le Plan d'Action de Lagos et le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine précisent les mécanismes économiques, politiques et institutionnels permettant d'atteindre cet idéal. A travers leurs priorités opérationnelles la Banque Africaine de Développement, l'AUDA-NEPAD et AFREXIMBANK se sont positionnés aux côtés des autres partenaires techniques et financiers comme des soutiens majeurs à l'intégration régionale sur le continent. L'on constate encore de nombreux écarts entre les objectifs et les réalisations des différentes communautés économiques régionales, notamment en ce qui concerne le développement du commerce intérieur, la convergence macroéconomique, la production et les connexions physiques. Toutefois, les institutions africaines ont permis à l'intégration africaine de progresser dans différents secteurs, communautés économiques régionales et Etats-membres. Il y a des avancées dans le commerce, les communications, la politique macroéconomique, la protection de l'environnement et les transports qui ont été réalisées avec les appuis de la BAD notamment. Cette dernière a également pris, dans toute la mesure de ses possibilités une part importante dans les progrès réalisés par certaines communautés économiques régionales dans divers domaines : libéralisation et facilitation des échanges (UEMOA, COMESA), libre circulation des personnes (CEDEAO), infrastructures (SADC, EAC).

- 3) Les portefeuilles de la BAD, de l'Union européenne ainsi que de la Banque mondiale au Cameroun tutoyaient des montants proches les uns des autres en 2019. Au milieu de cette diversité de partenaires au développement, y a-t-il des conditions préférentielles qui peuvent amener le Cameroun à choisir un guichet de financement au détriment d'un autre ?

J'ai évoqué plus haut les priorités opérationnelles de la BAD et ses domaines d'engagement au Cameroun. Pour ce qui est de la Banque mondiale, elle classe le Cameroun parmi les pays pouvant bénéficier d'un financement mixte à savoir une enveloppe de l'Association Internationale de Développement (IDA) et un concours de

la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). La Banque mondiale et le Cameroun articulent leur coopération autour d'un cadre de partenariat 2017-2021 englobant 12 objectifs regroupés en trois domaines d'action : la lutte contre la pauvreté, en particulier dans les régions septentrionales ; le développement des infrastructures et du secteur privé ; l'amélioration de la gouvernance. Ainsi, il y a un portefeuille de projets de la Banque mondiale au Cameroun qui comprend 18 opérations nationales financées par l'IDA, le Fonds pour l'environnement mondial et des fonds fiduciaires. L'Union européenne, pour sa part, agit principalement à travers la banque européenne d'investissement (BEI). L'ensemble des partenaires internationaux du Cameroun dont notamment la BAD, l'UE, la Banque mondiale ont renforcé leur coordination afin d'accélérer la mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris et du programme d'action de Busan sur l'efficacité de l'aide au développement. Votre question me permet de revenir sur un aspect fondamental et rappeler que la coopération internationale opère également suivant les règles de l'offre et de la demande et peut donc s'analyser stratégiquement comme un business de l'aide extérieure. J'avais longuement abordé cette problématique dans mon ouvrage intitulé « Sécurité humaine et diplomatie de l'émergence : enjeux pour le Cameroun » (Presses Universitaires de Yaoundé, 2013, pages 324 à 344). Si l'on tient compte de la diversité des mécanismes d'aide, des besoins indiqués dans le DSCE, le PLANUT et des défis de l'heure (NOSO, crises sécuritaires et humanitaires, décentralisation, jeunesse etc.) le Cameroun a d'importants besoins financiers pour soutenir son effort d'émergence. Il ne peut se contenter des dons, des mécanismes concessionnels et doit également recourir à des guichets commerciaux. La question majeure devient donc plutôt celle de la soutenabilité de sa dette. Dans ce sens, l'alerte donnée par le FMI en 2018 concernant l'endettement de notre pays doit rester présente dans les esprits et engager les responsables à militer encore davantage pour l'efficacité d'une part et pour la prudence d'autre part dans la mobilisation du levier de la dette.

- 4) Certains projets financés par la BAD au Cameroun connaissent des lenteurs, notamment le projet Central Africa Backbone, le corridor Yaoundé-Brazzaville, etc. De manière générale, quels sont les points à améliorer lors de la réalisation des projets pour permettre au pays de respecter les engagements pris auprès des bailleurs de fonds ?

Les difficultés dans la gestion des projets avec les partenaires au développement ont généralement des causes structurelles et conjoncturelles qui mettent en jeu la responsabilité des bailleurs de fonds comme celle des bénéficiaires et nécessitent de considérer tout le cycle du projet. Elles varient également d'un projet à un autre ; au point où, en dehors de quelques similarités, il est plus indiqué de procéder au cas par cas.

Le décret N° 2018/4992/PM fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public constitue une boussole qui a été conçue pour mettre un terme aux déperditions observées par le passé. Dans son chapitre 3, il rappelle opportunément les buts poursuivis par le processus de maturation à savoir notamment : la bonne lisibilité et la bonne maîtrise des projets d'investissement public

pour ce qui est de leur localisation, de leurs procédés d'exécution, leurs spécifications techniques, leur durée, leur coût, leur planning prévisionnel et leur mécanisme de suivi-évaluation. Ce décret rappelle que la gestion axée sur les résultats, l'efficacité de l'administration publique, l'atteinte des objectifs des politiques publiques et le relèvement des indicateurs du développement humain ne doivent jamais être perdus de vue dans le processus de maturation des projets au Cameroun.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides